

# Pour une construction sociale des formations agricoles en Côte d'Ivoire

Par Michel Brochet - CNEARC

**Le programme de renforcement des capacités du secteur agricole en RCI comprend un volet de réforme de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles, destiné à accompagner les mutations du monde rural. Ses points forts sont la mise en place d'un dispositif interprofessionnel de construction de la demande sociale en formation, l'utilisation de démarches d'étude diagnostic des systèmes agraires et la valorisation des pratiques et des savoirs paysans pour l'élaboration des référentiels de compétences.**

Le travail d'ingénierie auquel le CNEARC<sup>1</sup> a participé en Côte d'Ivoire pour réfléchir et proposer de nouveaux dispositifs de formation agricole pour l'ensemble du pays a essentiellement porté sur les changements d'attitude et les changements de rapports sociaux, afin de tenter de répondre aux objectifs de formation pour le développement de tous les agriculteurs ivoiriens.

La construction sociale de la demande de formation doit prendre en compte les préoccupations de toutes les catégories d'acteurs : formés et formateurs. Cette approche est fondamentale car les objectifs et les orientations en matière de formations rurales ne peuvent être dissociés des projets de société des agriculteurs, ni des organisations professionnelles qui les représentent, ni des politiques des États.

Dans notre travail en Côte d'Ivoire, en regroupant des compétences en développement rural et en sciences de l'éducation, nous avons mis l'accent sur trois points particuliers :

- la mise en place d'un dispositif permanent d'exploration et de construction de la demande sociale en matière de formation : les groupes ivoiriens d'ingénierie de systèmes de formation (GISF) ;

- l'utilisation de l'analyse diagnostic concertée des systèmes agraires pour identifier et caractériser les processus d'innovation et les nouveaux référentiels professionnels qui en découlent ;

- la coproduction de nouveaux contenus de formation valorisant les pratiques des agriculteurs ainsi que les savoirs locaux des sociétés rurales.

de chacun des organismes concernés par les rénovations des formations, tels que l'Agence nationale de vulgarisation et de développement rural (ANADER), les centres des métiers ruraux, les organisations professionnelles agricoles, les différents acteurs économiques locaux ainsi que les institutions de formation agricole. Ils reçoivent une formation aux démarches d'entretiens non directifs et à l'acquisition de nouvelles formes de représentation des savoirs et des pratiques des agriculteurs. Puis, sans quitter leur institution d'origine, des représentants qualifiés se réunissent à l'initiative de la direction de la formation et de la promotion rurale (DFPR) du ministère de l'Agriculture pour consacrer une partie de leur temps à des ateliers de construction de la demande sociale de formation, d'élaboration de référentiels d'activités et de référentiels de formation.

La deuxième étape repose sur l'organisation d'ateliers régionaux pour la construction des demandes de formation. L'objectif est d'identifier les préoccupations de tous les acteurs concernés, de les aider à formuler leurs attentes vis-à-vis des formations ou vis-à-vis des agents de contact. Pour ce faire, des entretiens non directifs auprès d'agriculteurs et d'agents de formation visent à recueillir leurs pratiques professionnelles et à caractériser les interactions qui s'opèrent entre eux et les agents. Par exemple, des entretiens menés avec des responsables des structures employeuses et avec des techniciens permettent de défi-

nir les rôles prescrits pour les agents de contact et de les comparer avec les rôles attendus par les agriculteurs. Ces ateliers permettent la confrontation de ces différentes perceptions des rôles attendus et des rôles prescrits pour définir les « profils » visés par les formations.

La construction du dispositif en lui-même repose sur l'étude de l'évolution des situations professionnelles des agriculteurs ou des techniciens selon le type de formation visé. Plutôt qu'une entrée « référentiel métier » classique qui souvent se résume à un inventaire prédéfini de capacités à atteindre, nous proposons d'étudier la manière dont se fait l'acquisition progressive des pratiques professionnelles des différents

## Pour plus d'informations

Coordonnées de l'auteur

Michel Brochet  
Responsable des relations internationales  
et de la valorisation  
Centre national d'études agronomiques  
des régions chaudes  
(CNEARC)  
BP 5098  
34033 Montpellier cedex 1

Tél. : + 33 4 67 61 70 07

Fax : + 33 4 67 61 70 67

Mél : brochet@cnearc.fr

## Diagnostic concerté pour l'élaboration de la demande de formation

Pour atteindre ces objectifs, une démarche associant tous les acteurs a été mise en œuvre.

Elle débute par la formation préalable de groupes régionaux d'ingénierie de systèmes de formation (GISF). Ce sont des groupes régionaux ou locaux constitués de représentants

acteurs du monde rural. A partir de ces acquis, nous cherchons à mettre en évidence des compétences transversales qui permettent aux agriculteurs de saisir de nouvelles opportunités économiques, techniques ou sociales. Les capacités recherchées dans les formations sont formulées par les questionnements suivants : Comment les intéressés doivent-ils poser un problème relatif à leurs activités professionnelles ? Comment doivent-ils s'organiser pour la recherche de solutions ?

Cette façon d'entrevoir la construction de dispositifs de formation est en rupture avec les concepts d'encadrement des agriculteurs. Elle fait écho à une autre conception de la formation s'appuyant sur les travaux du Groupe d'expérimentation et de recherche développement et actions localisées (GERDAL)<sup>2</sup> qui peut être formulée de la façon suivante : les apprenants sont acteurs de leur formation : on ne se forme pas si on ne tient pas compte de ses propres expériences ; on se forme en interaction avec les autres ; la formation est un processus itératif.

La troisième étape est la validation et l'élaboration d'un cadre politique pour les formations agricoles, dans un atelier national. C'est à ce stade du processus que sont validées chacune des recommandations du diagnostic. Les représentants de tous les acteurs concernés, après avoir défini les référentiels professionnels, précisent les modalités dans lesquelles les formations doivent s'organiser : nécessaire proximité de ces formations, insertion dans les caractéristiques du milieu, participation majoritaire des représentants du monde rural dans les divers conseils de gouvernance des dispositifs.

Ces processus sans doute assez longs par rapport aux démarches classiques d'expertise sont cependant indispensables pour une bonne appréhension des situations et pour une implication active des formés et des formateurs dans la mise en œuvre des dispositifs de formation.

## Analyse diagnostic des systèmes agraires

Si nous voulons concevoir des programmes de formation pour le développement rural, il est indispensable d'accompagner tous les acteurs concernés dans une réflexion sur l'évolution de leur environnement économique, technique et social. L'identification et la formalisation de l'évolution des pratiques agricoles permettent aux intéressés de mieux comprendre leur situation professionnelle actuelle et future, de se situer par rapport aux processus de production, de transformation et de commercialisation des produits agricoles et surtout, de motiver les agriculteurs pour qu'ils recherchent des solutions en s'impliquant positivement dans des actions de formation et d'information, qui sont indispensables pour initier des processus d'innovation et d'adaptation aux changements.

L'utilisation en ingénierie de formation de ces démarches d'étude diagnostic des systèmes agraires, bien qu'elles ne relèvent pas des sciences de l'éducation, permet de concevoir des formations au plus près des réalités locales et régionales.

## Coproduction de nouveaux contenus de formation

Ces études diagnostic réalisées avec la participation des formateurs et des groupes d'ingénierie de formation (GISF) sont également l'occasion de produire localement de l'information sur les pratiques et les savoirs des agriculteurs. Un effort de capitalisation a permis de rédiger une série de dossiers pédagogiques intitulés : « Observer et comprendre un système

agrange ou un système de culture, initiation à une démarche de dialogue ». Ces dossiers produits en vue de la formation de futurs formateurs sont l'occasion de mettre en œuvre les démarches à caractère participatif exposées ci-dessus. Ils constituent en outre une valorisation des savoirs locaux à partir desquels les agriculteurs s'identifient, avant d'accéder à d'autres formes de connaissances permettant de donner du sens à leur vécu. Trois premiers dossiers pédagogiques sont en cours d'édition par le réseau AGRIDOC<sup>3</sup>.

La plupart des experts s'accordent à dire que les données de l'enseignement technique et professionnel agricole se posent très différemment dans les pays du Sud ayant de fortes croissances démographiques et dont les économies ne permettent pas de reproduire le « modèle » progressivement construit ces 40 dernières années en Europe du Nord. Il y a donc véritablement nécessité que les intéressés soient impliqués pour imaginer des systèmes éducatifs concernant la masse des jeunes ruraux à l'aide de ressources essentiellement endogènes.

En Côte d'Ivoire, les ressources humaines potentielles existent pour imaginer et mettre en œuvre de telles démarches. Il faut cependant espérer que les procédures habituelles des approches par projets laisseront les espaces de liberté nécessaires à la mise en œuvre de ces nouveaux processus d'ingénierie de formation, privilégiant la construction sociale de programmes et de dispositifs de formation professionnelle agricole. ■

1. Le CNEARC est intervenu en Côte d'Ivoire depuis 1998 dans un programme de renforcement des capacités du secteur agricole, en consortium regroupant l'Établissement national d'enseignement supérieur agronomique de Dijon (ENESAD) et l'École nationale de formation agronomique de Toulouse (ENFA). Ce programme a bénéficié des financements du ministère français des Affaires étrangères, de la Banque mondiale et du ministère français de l'Agriculture et de la Pêche.

2. Darré, J.P. - *La production de connaissances pour l'action, arguments contre le racisme de l'intelligence*. Paris : Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1999.

3. • Cochet, H. ; Brochet, M. ; Ouattara, Z. ; Boussou, V. - *Observer et comprendre un système agraire : démarche d'étude des systèmes de production de la région de Korhogo-Kouloukakaha-Gbonzoro en Côte d'Ivoire*. Avril 2002

• Barbier, J.M. ; Dangé, G. - *Observer et comprendre un système de culture : conduite des champs de riz pluvial chez les agriculteurs d'un village de République de Côte d'Ivoire (région Ouest)*. Mars 2002

• *Observer et comprendre un système agraire, étude de deux villages dans la région de Man (à paraître)*





